



## **BAN FRACKING and MORATORIUM**

**Liste des Pays, États, Régions,**

*(Ce document est actualisé régulièrement)*



# FRANCE

## INTERDICTION EXPLOITATION.



## EXPLORATION

**10 mai 2011** : Première lecture et adoption de la Loi Jacob à l'Assemblée Nationale.

**30 juin 2011**: Le Sénat adopte en seconde lecture la Loi adoptée en première lecture le 10 mai 2012 à l'Assemblée. Avec **l'ajout** d'un amendement supplémentaire, l'amendement "Biwer", du nom du Sénateur de la Meuse qui l'a proposé, **un amendement qui autorise (article4) la fracturation à des fins scientifiques de recherche,(exploration).**

**13 Juillet 2011** : Décret officiel, adoption de La Loi Jacob. [Texte de Loi](#)

**4 octobre 2011**: [Abrogation de 3 permis \(Nant, Villeneuve-De-Berg, Montélimar\)](#) par le Gouvernement Sarkozy et maintien de l'interdiction de la fracturation à des fins d'exploration.

**21 mars 2012** : [Décret créant la "Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux"](#) est paru au *Journal officiel*.

Prévue dans la [Loi du 13 juillet 2012](#), cette commission a pour mission "d'évaluer les risques environnementaux liés aux techniques de fracturation hydraulique ou aux techniques alternatives". Elle est également chargée d'émettre "un avis public sur les conditions de mise en œuvre des expérimentations, réalisées à seules fins de recherche scientifique sous contrôle public".

La commission peut également être consultée sur tout programme d'étude ou de recherche relatif "à l'impact des techniques de fracturation hydraulique ou des techniques alternatives", mais aussi "au bilan économique,

*environnemental, énergétique ou climatique d'une éventuelle exploitation des gaz et huiles de schiste, ainsi que sur tout résultat de ces études ou recherches", ajoute le décret.*

Une commission de 22 membres : La commission, qui compte 22 membres, est composée de cinq membres de droit représentants de l'État, un député et un sénateur, trois représentants des collectivités territoriales et douze membres nommés par arrêté interministériel pour une durée de trois ans. Ces derniers sont trois représentants d'associations agréées pour la protection de l'environnement, trois représentants des entreprises des secteurs gazier et pétrolier, trois représentants du personnel des industries gazière et pétrolière et trois personnalités désignées en raison de leurs compétences scientifiques.

Le vice-président du CGEDD, le commissaire général au développement durable, le vice-président du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies, le président d'IFP Energies nouvelles, le président du BRGM et le président de l'INERIS peuvent assister aux réunions de la commission, avec voie consultative.

Le décret prévoit que la commission se réunira sur convocation de son président, qui doit être nommé par arrêté, au moins deux fois par an.

**14 septembre 2012** : Conférence environnementale. Le gouvernement de M. Hollande, se positionne contre l'exploration/exploitation des hydrocarbures de roche mère.

**26 septembre 2012** : Le Ministère de l'Ecologie et de l'Energie a validé par arrêtés , [7 rejets de demande de Permis Exclusif de Recherche d'Hydrocarbures](#). Ces arrêtés sont signés des Ministres **Delphine** et **Batho** et **Arnaud Montebourg** en charge du Ministère du Redressement Productif. (Voir ci-dessous) L'arrêté concernant la demande de Permis de Montelimar-Extension , qui était de la liste des sept permis annoncés "rejetés", lors de la Conférence environnementale du 14 septembre dernier, n'est quand à lui pas encore publié par le Ministère. La demande de Permis de "Gréoux les Bains", ne figurait pas dans l'annonce initiale de 7 rejets par François Hollande, elle ramènerait à huit ce nombre de demandes rejetées .

**Octobre 2012** : Le premier ministre Ayrault nomme actuellement les futurs membres de cette commission qui devrait encadrer des forages expérimentaux avec fracturation.

6 membres seraient nommés sur 22, dont le dernier en date ( 1er octobre) le sénateur Michel Teston.

**En Cours** ----->Débat sur l'Energie.

----->Refonte du Code minier.

## **Février 2013 : L'ambiguïté du Gouvernement français s'accroît**

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques consacrent un rapport aux « techniques alternatives à la fracturation hydraulique ». Les députés et sénateurs de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ([OPECST](#)) [annoncent avoir adopté](#) « l'étude de faisabilité d'un rapport consacré aux techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Les parlementaires de l'OPECST proposent comme calendrier:

- Février-mai 2013: réalisation d'auditions par les rapporteurs (pouvoirs publics, entreprises, associations environnementales), consultation des partenaires sociaux
- Avril 2013: audition ouverte à la presse
- Printemps 2013: examen par l'Office d'un rapport d'étape
- Juin à septembre 2013: déplacements à l'étranger
- Automne 2013: examen par l'Office du rapport final.

## **11 octobre 2013 : Le Conseil constitutionnel valide la LOI du 11 juillet 2011.**

***Le Conseil d'Etat a été saisi le 12 juillet 2013 par le Conseil d'État (décision n° 367893 du 12 juillet 2013), dans les conditions prévues à l'article 61-1 de la Constitution, d'une question prioritaire de constitutionnalité posée par la société Schuepbach Energy LLC, relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit des articles 1er et 3 de la loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique.***

<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/acces-par-date/decisions-depuis-1959/2013/2013-346-gpc/decision-n-2013-346-gpc-du-11-octobre-2013.138283.html>

## DANEMARK



Moratoire maintenu jusqu'à fin 2013 au Danemark

## SUEDE



**Travaux exploratoires stoppés.**

ExxonMobil et Shell ont stoppé des projets d'exploration dans le Sud de la Suède, sur le shale d'Alum, à la fois en raison de résultats mitigés sur trois puits explorés et de la mobilisation locale hostile au fracking.

## AUTRICHE :



**5 octobre 2012** : VIENNE - Le géant pétrolier et gazier autrichien OMV a annoncé lundi (2 octobre ) qu'il renonçait à un projet d'extraction de gaz de schiste en Basse-Autriche, au nord de Vienne, pour des raisons essentiellement économiques.

OMV a étudié depuis plusieurs mois la possibilité de procéder à des forages pour extraire du gaz de schiste dans le Weinviertel, une région au nord de Vienne. Ce projet n'a économiquement pas de sens pour le moment, a expliqué en conférence de presse un responsable de l'entreprise, Christoph Veit.

Il n'y a pour l'instant pas d'autres projets en Autriche, a-t-il ajouté. La société envisageait à partir de 2013 deux forages pour permettre l'extraction de gaz de schiste, dans le Weinviertel.

**16 août 2012:** Le gouverneur de Basse-Autriche a appelé à des changements législatifs à introduire pour empêcher des forages pour le gaz de schiste en raison des préoccupations quant à l'impact potentiel de la fracturation hydraulique.

*Le ministre autrichien de l'environnement a déclaré que « le gaz devrait rester dans les roches » et qu'il était « absolument contre la production de gaz de schiste » tant « l'exemple américain montre que les effets sur l'environnement peuvent être désastreux ».*

## **SUISSE :**



**Les cantons de Vaud , Genève et Fribourg ont interdit la fracturation.**

## **BULGARIE :**



**18 Janvier 2012:**

**La Bulgarie est devenue le deuxième pays européen après la France d'interdire les forages d'exploitation de gaz de schiste en utilisant la méthode d'extraction appelée «fracturation».**

Les députés bulgares ont voté massivement pour l'interdiction , à la suite de grandes manifestations, dont certaines ont réuni plus de 20000 personnes. Le 14 janvier dans les principales villes de Bulgarie.

La Bulgarie a révoqué dans la foulée, un permis de gaz de schiste accordé au Géant de l'industrie pétrolière Chevron .

**17 mai 2012** : La Commission temporaire du Parlement pour l'étude, l'analyse et la discussion sur les meilleures pratiques et les solutions réglementaires pour l'exploration et l'exploitation minière a décidé, lors de sa séance, que le moratoire sur l'exploration et l'extraction du gaz de schiste devait être suspendu dans certaines de ses dispositions. La population a menacé le gouvernement de nouvelles manifestations.

Le ministre bulgare de l'économie, Delyan Dobrev, a commenté les changements adoptés dans le moratoire gaz de schiste en indiquant que «le moratoire serait maintenu", tant que les gens ne seraient pas correctement assurés que la production de gaz de schiste ne créé pas une menace pour eux ou pour l'environnement '.

**14 Juin 2012** : **La 41e Assemblée nationale a adopté une loi visant à interdire la fracturation sous toutes ses formes dans tout son territoire, y compris les essais et l'exploration et n'a absolument interdit tout type d'extraction utilisant le pompage de l'eau ou du gel ou de quoi que ce soit dans le sol.**

**Les opposants demandent l'interdiction absolue :**

Les interdictions partielles, et ce **moratoire sous condition** n'était pas suffisant pour les opposants qui ont réussi à convaincre l'Assemblée que **l'interdiction absolue** était la solution..

## ROUMANIE



**Février 2013** : **Trois villages dans le comté de Vaslui ont adopté des décisions dans leurs propres conseils locaux , pour interdire toute fracturation hydraulique / gaz de schiste dans leur région.**

Le 27 Février, une manifestation est prévue à Barlad (Vaslui) et également une autre semblable à Bucarest. D'autres rassemblements sont prévus, à Vaslui / près de Barlad début Mars.

**Le nouveau gouvernement, élu en mai, a confirmé ses engagements de campagne avec un moratoire sur les explorations de gaz de schiste.**

**Malgré une virulente sortie de l'ambassadeur des Etats-Unis qui a vivement exprimé son désaccord. le moratoire pourrait être prolongé en fonction des résultats des prochaines élections législatives prévues à l'automne.**

**Une première Audience publique aura lieu le vendredi Novembre 16, 2012, à partir de 11h00, à l' Hôtel Jardins maréchal, Saphir Hôtel pas Dorobanților Way. 50B, Secteur 1, Bucarest.**

Plus tôt cette année est apparu la première information sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste en Roumanie. Des informations rendues publiques par la société Chevron et non par les autorités roumaines qui ont

accordé des licences d'exploration pour les réserves de gaz de schiste, à savoir NAMR (Agence nationale pour les ressources minérales) ou par l'octroi de licences accordés par le gouvernement.

Face à des problèmes de transparence dans la décision, avec des effets sur l'environnement et la population, l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste et la possibilité de lever le moratoire sur les gaz de schiste en Roumanie, les roumains sont invité à exprimer leurs opinions, oralement ou par écrit, à l'égard de cette audience publique 'exploration et d'exploitation des gaz de schiste en Roumanie.

Plus de détails sur le site: <http://www.alma-ro.ngo.ro/index.stm>, où les citoyens roumains peuvent télécharger "regulamnetul" et la forme. Ci-dessous tous les documents nécessaires à soumettre au tribunal.

**16 mai 2012:** En réponse à une pétition qui a recueilli le soutien de 50.000 habitants inquiets de l'impact environnemental, ainsi que la critique de plusieurs gouverneurs régionaux, et du ministre de l'Environnement Tomáš Chalupa (Parti démocratique civique), le gouvernement Roumain a dit qu'il proposerait un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste pendant deux ans jusqu'à ce que des règles claires sont établies.

La Roumanie a donc suspendu toute activité d'extraction de gaz de roche mère. De nombreuses manifestations ont eu lieu comme à Barlad le 22 mars 2012, résultat : Chevron a renoncé et suspendu ses activités.

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE



**11 mai 2012 :** La République tchèque annonce qu'elle envisage de se prononcer pour un moratoire sur la fracturation. Le moratoire durera deux ans, dans le but de donner le temps au ministère tchèque de l'environnement de déterminer quels règlements devraient être en place pour les forages de gaz et la fracturation hydraulique.

**3 Septembre 2012:** Prague - Le gouvernement tchèque a proposé une interdiction temporaire sur l'exploration de gaz de schiste jusqu'à ce qu'une nouvelle loi soit adoptée qui porterait sur l'extraction de la nouvelle source d'énergie.



Ministre de l'Environnement Tomas Chalupa a déclaré que la loi actuelle est insuffisante et un qu'un moratoire jusqu'au milieu de 2014 donnerait aux autorités le temps de proposer une législation qui «tiennent compte des technologies actuelles et leur impact sur l'environnement.

**Le gouvernement devrait discuter de la proposition de Moratoire, en octobre 2012...à suivre**

**6/7/8 march : Conférence Internationale contre la fracturation, à Beroun.**

<http://stophf.cz/beroun-call-to-action>

Cette conférence internationale à pour objectif de soutenir le mouvement européen "STOP HF" , qui demande l'interdiction de la Fracturation hydraulique en Europe et de former une coalition mondiale contre la fracturation.

## **PAYS-BAS**



**Les Pays-Bas ont décidé de stopper toute activité et tout octroi de nouveau permis, jusqu'à ce qu'une enquête « indépendante » délivre ses conclusions.**

Le tribunal de la ville méridionale néerlandaise de Boxtel a récemment jugé qu'une planification temporaire pour un forage exploratoire était invalide. Le juge a statué que les puits exploratoires ne sont pas, par définition "temporaire" - si le gaz est découvert l'intention est de l'extraire. Donc les compagnies devront s'appliquer à prouver le potentiel de la ressource avant l'exploration. Cette décision historique contre la Compagnie anglaise Cuadrilla a suscité des inquiétudes dans l'industrie de la fracturation . Sans la capacité d'obtenir des plannings temporaires, il est difficile de voir comment les frackers pourraient effectuer les essais exploratoires nécessaires.

## **ITALIE :**



Une petite ville dans le sud de l'Italie, Bomba, a refusé un projet de forage - Un forage dans l'île de Pantelleria, entre la Sicile et la Tunisie, a également été arrêté par une décision du Gouvernement .

*....mais pas de d'interdiction officielle du fracking...*

## ESPAGNE



**Mardi 26 février 2013:** L'intégralité du Conseil de Teruel (DPT) a voté hier son opposition à la fracturation hydraulique, méthode d'extraction de gaz dans la province, **sans néanmoins s'opposer à la recherche sur l'existence éventuelle d'hydrocarbures dans le sous-sol, "recherches supervisées" par les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Industrie, du Gouvernement d'Aragon** . Il a également été convenu d'exhorter le Gouvernement d'Aragon de ne pas autoriser de fracturation tant qu'il ne serait pas prouvé qu'elle ne comporte pas des risques pour l'environnement et la santé des communautés.

**Vendredi 1er Mars 2013 :**

Le Conseil provincial de Burgos s'est quand à lui prononcé catégoriquement contre la «fracturation»

**5 octobre 2012 :Le Gouvernement interdit la fracturation en Cantabrie et annonce l'annulation de six Permis de recherche de gaz.**

La municipalité de Valle de Mena (Burgos) a décidé d'interdire la «libre fracturation» en raison de l'absence d'"information et de transparence" . Décision validée par le gouvernement autonome ,contre l'exploitation possible et l'extraction de gaz dans la région de Grande-Enara, qui comprend la ville .

la Réserve de biosphère FUERTEVENTURA , s'oppose à LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT CENTRAL DE d' ESPAGNE qui souhaite permettre l'exploration pétrolière en mer.

*...Exploration en mer....avec fracturation ?*

## ALLEMAGNE



**10 février 2013 :**

*Le ministère allemand de l'environnement compte présenter, d'ici à la fin février, un projet de loi au Bundestag sur la fracturation hydraulique, cette technique contestée employée pour extraire du gaz de schiste. Selon le ministère, ce projet, qui doit encore faire l'objet de quelques arbitrages, interdirait la fracturation hydraulique dans les régions riches en réserves d'eau potable et imposerait des limites sévères dans les autres.*

**8 mai 2012:** L'Allemagne exprime l'intention de renoncer à l'utilisation de la fracturation, une méthode controversée également en Allemagne. Selon le Journal Spiegel, les ministres de l'Environnement Norbert Röttgen et de l'Économie Philipp Rösler sont sceptiques sur le processus et *ont décidé de s'y opposer pour le moment.*

Le premier rassemblement contre la fracturation s'est tenu le 25 juin 2012 à Lünne en Basse-Saxe, avec des opposants venus de Basse-Saxe, de Rhénanie-Westphalie, de Hesse, Thuringe et de Bavière. Le prochain congrès européen sur l'exploitation gazière se tiendra en Allemagne. Certaines communes essayent de s'opposer aux compagnies en empêchant l'acquisition de terrains .

**Deux permis sont accordés pour de la recherche :**

<http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/70974.htm>

## IRLANDE DU NORD :



**7 Décembre 2011: Assemblée d'Irlande du Nord a voté un moratoire sur la "fracturation", dans l'attente d'une évaluation environnementale.**

*Le ministre n'a toujours pas adopté le moratoire.*

## **IRLANDE**



**12 mai 2012: Le Ministre de l'Energie Pat Rabbitte a rappelé qu'aucune fracturation hydraulique ou «fracturation» pour le gaz aurait lieu en Irlande en attendant d'autres "analyse détaillée et des conseils scientifiques".**

**Comté de Roscommon:** Le Conseil soutient à l'unanimité l'abandon de la fracturation

**Leitrim County :** Le Conseil a voté un moratoire sur la fracturation

**Clare County Council :** soutien unanimement l'interdiction de la fracturation et vote à l'unanimité de modifier le plan de développement du comté

**Donegal et Sligo:** Interdiction de la fracturation (16-01-2012)

**Sligo Borough Council:** soutien à la proposition de Clare County Council et du comté de Sligo Conseil invitant le gouvernement et le ministre des Communications, de l'Énergie et des Ressources naturelles à interdire la pratique de la fracturation hydraulique / fracturation (fracking).

**Fermanagh District Council :** vote en faveur d'un moratoire sur la fracturation.

*Aucun moratoire officiel n'est adoptée actuellement.*

## **ROYAUME UNI**



Le gouvernement britannique a rejeté la technologie du gaz de schiste comme une solution à la crise énergétique de Grande-Bretagne, concédant que cette industrie ne contribuerait guère à réduire les factures énergétiques .

Les partisans de la technologie de fracturation affirment que cette industrie pourrait être le facteur le plus important dans la transformation du marché de l'énergie de Grande-Bretagne, en réduisant une dépendance aux importations étrangères et en réduisant considérablement les coûts.

*Pas de moratoire officiel ni d'interdiction prononcée.*

## **POLOGNE**



**A ce jour, le gouvernement polonais ne s'est pas positionné contre la fracturation.**

L'exploitation a démarré en novembre 2011, avec les premiers forages expérimentaux suivi de fracturation. Les premières conclusions des compagnies gazières détentrices de permis sur le sol polonais témoignent d'une surévaluation du potentiel "ressource". La Compagnie *Exxon Mobil* à d'ailleurs cessé ses activités et quitté le Pays.

## **TUNISIE**



## **ALGERIE**



## EGYPTE



## AUSTRALIE



**Nouvelle-Galles du Sud :**



**Moratoire sur la fracturation étendu à partir de décembre 2011 jusqu'à Juillet 2012, sous réserve de la réglementation nationale »satisfactory».**

*L'interdiction a expiré et maintenant ce sont des offres d'emploi qui sont proposés et des avis de forage qui commencent à être édités.*

**État de Victoria**



**24 Août 2012** : met un frein à la fracturation hydraulique et bloque les nouveaux permis d'exploration de gaz et de charbon couteux.

Le moratoire restera jusqu'à ce qu'un cadre réglementaire national pour la régulation du gaz en veine de charbon et la fracturation hydraulique a été mis en place par le gouvernement fédéral de l'Australie, de l'état de l'énergie et des ressources, a déclaré dans un communiqué le ministre Michael O'Brien

## État de Dunoon



**11 Juin 2012** :

DUNOON est le dernier Etat de la communauté des rivières du Nord à se déclarer: Dunoon fait partie aujourd'hui de l'une de plusieurs communautés (The Channon, Modanville, Whian Whian, Rosebank et Numulgi )qui se sont déclarés ou sont en train de se déclarer Charbon-Shale-Gas-libre. *Contre.*

**9 mai 2012** : Le Conseil "Marrick" à Sydney, vote à l'unanimité pour imposer une condition interdisant les mines de CSG ( charbon shale gas) .

**23 mai 2012:** Le Conseil "CANADA Bay" a rejoint d'autres conseils intérieur à l'ouest de Sydney qui s'opposent à l'exploitation minière de gaz veine de charbon dans lesaires marines. Cr Tyrrell a présenté une motion contre l'exploitation minière CSG qui a été adoptée lors de la réunion du conseil la semaine dernière.

**30 juin 2012** La petite ville de Tyalgum fait l'histoire aujourd'hui, comme la première communauté dans la vallée de la Tweed en NSW, se déclarer CSG libre. On espère que d'autres villes de la région suivront.

## NOUVELLE ZELANDE



**14 Avril 2012:** «Le Conseil de la ville de Christchurch a déclaré que leur ville serait une« zone exempte de fracturation »lors d'un vote à l'unanimité ." C'est un signe très fort du Conseil , nous ne voulons pas de fracturation dans cette ville ». Nous espérons que la position ferme que nous prenons est capté par les conseils

dans d'autres domaines », dit-il."

**18 Avril 2012:**Le District du Conseil de Kaikoura a voté 6 contre 2 pour se déclarer une zone de fracturation (NZ). Cela sera réexaminé après l'enquête indépendante menée par le Dr Jan Wright de la Commission parlementaire pour l'environnement (PCE) qui devrait sortir à la fin de l'année. Cette résolution faisait suite à une demande en Février pour un moratoire du gouvernement central jusqu'à ce que l'étude, mais qui a été refusée.

*Aucun moratoire officiel n'est adoptée actuellement.*

## AFRIQUE DU SUD



Le ministre des Mines Susan Shabangu avait décidé d'étendre l'interdiction de la technique de la fracturation hydraulique utilisée pour forer dans des formations rocheuses souterraines de schiste pour exploiter les réserves de gaz inaccessibles. Le moratoire devait durer encore six mois, tandis que l'équipe de la nation nommée pour enquêter sur la sécurité de l'hydraulique «fracturation» poursuivait sa recherche.

**Mais le gouvernement a suspendu en juillet 2012 le moratoire.**

<http://www.fasken.com/fr/fr/south-africa-lifts-moratorium-on-shale-gas-exploration/>

## QUÉBEC :



**Québec, le 6 février 2013**



– Le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Yves-François Blanchet, annonce qu'il mandatera le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) afin qu'il réalise une consultation élargie qui s'appuiera sur les études commandées dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) actuellement en cours sur le gaz de schiste.

**----> modification de l'ÉES mais toujours pas de Moratoire !**

***Aucun moratoire officiel n'est adopté actuellement et l'ambiguïté naissante du nouveau Gouvernement au sujet du "Pétrole de schiste" laisse les opposants perplexes et en attente d'un renoncement franc et d'une vraie orientation vers d'autres énergies plus respectueuses de l'environnement.***

#### **Retour sur l'histoire d'une résistance citoyenne exemplaire :**

Entre 2007 et 2010 c'est trente et un (31) puits qui ont été forés dans la Vallée du Saint Laurent, dont 19 fracturés, à l'insu total de la population.

**29 août 2010 :** Suite aux pressions de la population, le gouvernement libéral de Jean Charest fait appel au Bureau d'Audiences Publiques (BAPE) pour étudier l'industrie du gaz de schiste. Il y aura dès lors un moratoire de facto, pour la période des travaux du BAPE, prévus du 7 septembre 2010 au 4 février 2011, qui ont ensuite été prolongés jusqu'au 28 février 2011.

Sources: <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2010/08/29/001-quebec-gaz-schiste.shtml>  
et: [http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Gaz\\_de\\_schiste/calendrier/index.htm](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Gaz_de_schiste/calendrier/index.htm)

**8 mars 2011 :** Le rapport du BAPE est rendu public.

<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape273.pdf>

« Le rapport vient confirmer nos inquiétudes à l'effet qu'il y a un risque pour l'eau potable, un risque pour l'eau souterraine, un risque de migration du méthane, un risque pour la pollution de l'air et une augmentation des gaz à effet de serre. Avec autant de risques, pourquoi le gouvernement libéral a-t-il trompé la population et agi aveuglément depuis un an, sinon pour satisfaire l'intérêt de quelques portefeuilles? », a indiqué, de son côté, la députée de Vachon et porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement durable, d'environnement, de parcs et d'eau, Martine Ouellet.

source:

[http://pq.org/actualite/communiques/rapport\\_du\\_bape\\_sur\\_les\\_gaz\\_de\\_schiste\\_le\\_bape\\_confirme\\_que\\_le\\_gouvernement\\_li](http://pq.org/actualite/communiques/rapport_du_bape_sur_les_gaz_de_schiste_le_bape_confirme_que_le_gouvernement_li)

Résumé de Radio-Canada: <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2011/03/24/010-gaz-schiste-rapport-bape.shtml>

Le BAPE recommande que soit tenue une Évaluation Environnementale Stratégique.

**16 mars 2011:** Nathalie Normandeau, alors ministre des Ressources naturelles annonce que «Toutes les activités de fracturation de la roche liées au pétrole et au gaz au Québec devront dorénavant faire l'objet d'une évaluation environnementale.»

source: <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/environnement/2011/03/16/001-evaluation-fracturation-petrole-gaz.shtml>

**12 mai 2011 :** Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs rend publics la liste des membres et le mandat du comité qui sera chargé de réaliser l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste.

source: <http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiqu.asp?no=1857>

**13 mai 2011:** Controverse autour de la composition des 11 membres de l'ÉES.

Les industriels des gaz de schiste, que cette étude est censée encadrer, sont aussi représentés directement par Jean-Yves Lavoie, ingénieur et cofondateur et président de Junex. Il est aussi enregistré comme lobbyiste. André Caillé, qui a fait déraiper les consultations menées au début de l'automne dernier par cette industrie, est aussi membre de son conseil d'administration.

Marianne Molgat, spécialiste en géologie, travaille de son côté pour Talisman Energy. Elle est aussi enregistrée comme lobbyiste pour cette compagnie, qui en compte 13 pour mieux orienter les politiques gouvernementales. C'est aussi cette entreprise qui paye le salaire de Lucien Bouchard comme président de l'Association gazière et pétrolière du Québec. Elle a aussi écopé d'un avis d'infraction de l'Environnement.

source : <http://m.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/323204/schiste-les-ecologistes-exclus-de-l-evaluation>

Cette ÉES a toujours cours actuellement.

**29 septembre 2012 :** Martine Ouellet devenue Ministre des Ressources naturelles du Gouvernement de Pauline Marois s'est exprimée pour un arrêt de l'exploitation du gaz de schiste au Québec mais pour la poursuite des travaux de l'ÉES et s'est prudemment exprimée en faveur de l'exploitation pétrolière au Québec sans fermer la porte à l'extraction du pétrole de schiste, qui concerne pourtant les régions de la Gaspésie et de l'île d'Anticosti où Junex et Pétrolia sont titulaires de Permis miniers d'exploitations d'hydrocarbures .

**CANADA**

## Colombie-Britannique :



**Les Premières nations du nord-ouest en Colombie-Britannique ont adopté un moratoire de quatre ans** contre le forage pour le gaz naturel par Royal Dutch Shell dans les Sources sacrées. Les membres de la Première nation Tahltan font blocus contre le projet de Shell pour de la recherche de méthane de houille dans les Sources sacrées, berceau des rivières Skeena, Nass et Stikine.

## Nouvelle Ecosse :



Les citoyens de Nouvelle-Écosse demandent l'interdiction de la fracturation. Graham Hutchinson affirme que la province devrait imposer un moratoire sur cette pratique controversée. Le groupe a récemment présenté une pétition au ministre de l'Énergie Charlie Parker appelant à une interdiction.

*Aucun moratoire officiel n'est adopté actuellement.*

# LES ÉTATS UNIS

Carte des sites de drilling et fracking aux États Unis :

[www.fractracker.org](http://www.fractracker.org)

Face à l'inquiétude croissante des populations et à certains indices jugés préoccupants par les autorités américaines, et faute de données publiées par les Compagnies gazières et pétrolières, l'**EPA** ([Agence américaine de Protection de l'Environnement](#)), missionnée par le congrès américain, a dû en septembre 2010 demander par courrier aux neuf plus grandes Compagnies gazières américaines de lui communiquer dans un délai d'un mois maximum, des informations « *opportunes et complètes* », dont une liste des [additifs](#) qui composent leur fluide hydrosiliceux de fracturation du sous-sol<sup>3</sup>.

L'EPA rappelle dans son courrier que les industriels peuvent demander la confidentialité d'une partie des informations qui relèveraient du *secret commercial* « *Confidential Business Information* » et qu'elles seront alors traitées comme telles.

L'EPA a demandé par écrit à chacune de ces entreprises de décrire et préciser :

- la formulation des fluides de fracturation hydraulique (ou mélange) distribués ou utilisés par elles dans les cinq dernières années, avec pour chaque formulation ou mélange, et pour chaque composant du fluide (dont produits chimiques, biocide, matières radioactives ou tout autre composant) les renseignements suivants : Nom chimique dans la nomenclature [IUPAC](#) (exemple : benzène) ; Formule chimique (exemple : C<sub>6</sub>H<sub>6</sub>) ; nombre CAS ([Chemical Abstract System](#) (exemple : 71-43-2) ; Fiche signalétique ; Concentration (par exemple : ng ou g/L) pour chaque constituant de chaque produit présent dans le fluide hydraulique de fracturation .
- une liste des noms et coordonnées des fabricants et vendeurs de ces produits à la société .
- si la concentration a été calculée ou déterminée analytiquement, la concentration du produit à la livraison sur le site, la méthode d'analyse (exemple : SW-846 Méthode 8260, à l'interne SOP) et de préparation de cette analyse (exemple : SW-846 Méthode 5035) utilisable pour déterminer la concentration ;
- les fonctions et usages de chaque constituant dans chaque produit utilisé dans les fluides de fracturation hydraulique (par exemple agent solvant, gélifiant, transporteur, etc.) ;
- les agents utilisés comme « [proppants](#) » (*agent de soutènement*) et pour leur fabrication, en précisant si ces proppants sont, ou non, enrobés de [résine](#) (et si oui, en listant les produits utilisés dans le revêtement de résine) ;
- les quantités, qualités et spécifications de l'eau nécessaire pour répondre aux exigences du site, et la justification des exigences ;
- les quantités totales de tous les composants utilisés dans la fracturation hydraulique, et la quantité d'eau liée dans laquelle des produits chimiques ont été mélangés pour créer les fluides de fracturation, avec calcul et/ou mesures de la composition et des propriétés de ces fluides ;
- les propriétés chimiques et physiques de tous les produits chimiques utilisés, dont les coefficients de la [loi de Henry](#), coefficients de partage (par exemple, Kow KOC, Kd), la solubilité aqueuse, produits de dégradation et les constantes et autres données utiles ;

- les données et études en sa possession, relatives à la santé humaine, à l'environnement et/ou aux effets des produits ou mélanges utilisés (pour tous les produits et composants identifiés dans la première partie du questionnaire, et pour toutes les opérations de fracturation hydraulique nécessaires à l'extraction du gaz naturel), ainsi qu'une description du processus utilisé, dont :

les politiques, pratiques et procédures employées, normalisées ou non, concernant les sites fracturation hydrauliques, dont - mais sans s'y limiter : les forages destinés à la fracturation hydraulique, en incluant les calculs ou autres indications pour le choix et la composition des fluides ou boues de forage, les caractéristiques de qualité de l'eau nécessaire à la préparation fluide de fracturation ; les relations entre la profondeur, la pression, la température, la couche et formation géologique, la géophysique, la chimie et la composition du fluide de fracturation et son volume prévu, la détermination des volumes estimés de reflux et des eaux produites, les procédures de gestion des eaux produites et de reflux ; les procédures prévues pour tenir compte de circonstances imprévues, dont perte de fluide ou de [boue de forage](#), déversements, fuites ou toute situation d'urgence (par exemple [blowout](#)<sup>note 2</sup>) ; la modélisation et le choix faits des conditions de fracturation (pressions, températures, et choix des produits de fracturation) ; la détermination des proportions exactes des constituants des formulations ou mélanges utilisés dans les fluides hydrauliques, et la détermination des taux de dilution dans l'eau ;

- la modification du fluide de fracturation (et de sa composition) au fur et à mesure du processus d'injection ;
- une liste des lieux où la société ou n'importe lequel de ses membres a fourni des services ou prestations de fracturation hydraulique l'année précédente, ainsi que ceux où cela serait prévu dans les 12 mois à venir... en décrivant pour chaque site les services fournis ou à fournir, avec l'identité de tout entrepreneur que la société a engagé ou engagera pour ces actions.

**Le 9 novembre 2010**, l'EPA a annoncé que huit des neuf entreprises qui pratiquent la fracturation hydrosiliceuse avaient convenu de fournir des informations pour aider l'Agence à mener son étude d'impact, mais que la neuvième entreprise, [Halliburton](#) (déjà mis en cause dans l'explosion d'une plate forme pétrolière) avait omis d'envoyer ces informations. L'EPA a donc (le 9 novembre 2010) enjoint au groupe *Halliburton* de lui répondre (procédure de [Subpoena](#), introduite dans le cadre du contrôle de l'utilisation de substances toxiques et de respect de la loi ([Clean Water Act](#))<sup>21</sup>). Près d'un mois plus tard (3 décembre 2010), *Halliburton* répondait qu'il se conformerait aux demandes l'Agence, acceptant de fournir des informations, de manière continue jusqu'au 31 janvier 2011. L'EPA se félicite de cet accord, en précisant que le subpoena reste en place en cas de non application de cet accord.

Suite à la détection de [radium-226](#) dans les cours d'eau drainant le champ gazier de [Marcellus Shale](#), et suite à une étude de l'EPA, le [DOE](#) et le Département de la Santé de l'État de New-York) et [General electric](#) vont dépenser 2 millions de dollars sur 2 ans pour décontaminer des sols et sédiments pollués par la radioactivité libérée dans les rivières à partir des produits utilisés ou remontés par les fluides de forages.

(Source : stopthefrackattack.org ; nofracking.com; dontfrackwithny.com;propublica.org; Wikipédia; EPA  
www.epa.gov;)

## VERMONT



**17 mai 2012: Le Vermont est devenu le premier état des États Unis, à interdire la pratique controversée de forage de gaz naturel connu sous le nom de fracturation hydraulique, ou fracking. Gouverneur Peter Shumlin a signé l'interdiction et validé cette Loi.**

## NEW JERSEY



**17 mai 2012:** TRENTON, NJ - La Législature du New Jersey a accepté la recommandation du gouverneur Chris Christie pour une interdiction d'un an sur un procédé de forage de gaz naturel connu sous le nom de fracturation hydraulique, ou fracking, plutôt que de continuer à poursuivre une interdiction permanente.

**30 juin 2012 :**

**L'Assemblée du New Jersey a voté pour interdire la fracturation hydraulique dans le New Jersey lors d'un vote bipartisan (58 à 11, 8 se sont abstenus).**

Assemblée législative du New Jersey interdit tous les déchets Fracking Ayant à l'esprit d'une décision de justice en 1978 annulant une loi interdisant ils passèrent l'élimination des déchets d'autres Etats, New Jersey législateurs cette semaine adopté une nouvelle loi interdisant toute cession de fracturation des eaux usées à l'intérieur de ses frontières, même si les eaux usées sont produites dans le New Jersey. La nouvelle loi vise à interdire l'expédition de 1,3 milliards de gallons d'eaux usées de fracturation déjà généré dans les pays voisins de Pennsylvanie d'être expédiés dans le New Jersey pour injection en puits profond.

**15 juillet 2012 :**à Secaucus, NJ - Interdictions de «fracturation hydraulique» (. Autorités locales demandent également l'interdiction échelle de l'État et national) Le maire et le conseil municipal interdit la fracturation et la

fracturation hydraulique des eaux usées à Secaucus à la réunion du 26 Juin conseil dans une résolution qui déclare que l' processus de forage entraîne des risques environnementaux.

## VIRGINIE



• **George Washington National Forest a rejeté le forage horizontal pour le gaz naturel au sein de ses 1,1 million d'acres de territoire, tout en ouvrant les secteurs de la forêt et le potentiel pour la construction de l'énergie éolienne.**

## ÉTAT DE NEW -YORK



### SYRACUSE

**24 octobre 2011:** les conseillers dans un vote interdisent l' hydrofracking dans la ville.

### WOODSTOCK

**22 juillet 2012 :** valide l'interdiction de hydrofracking .

Le conseil de ville avait donné le 17 juillet le premier coup d'un projet de regroupement de deux décisions visant à interdire hydrofracking à Woodstock, adoptant à l'unanimité une modification de zonage visant à interdire la méthode d'extraction controversée au gaz naturel et les activités connexes au sein des frontières de la ville.

**Le village de Owego** adopte un moratoire de 1 an -jusqu'au 31 Juillet 2012 (moratoire qui n'est plus en vigueur)

- Deux projets de loi sur hydrofrack de forage ont été considérés par le législateur. L'Assemblée a adopté une extension du moratoire en vigueur à Juin 2012. Le Sénat n'a pas agi sur un projet de loi parallèle et la question est fermée pour le moment.
- le décret NYS appelant à un moratoire sur les forages par l'ancien gouverneur Paterson a été confirmé par le gouverneur Cuomo.
- Yates comté de résolution adopté à l'unanimité des appels pour le traitement de la même protection que celle de leur bassin versant dans les bassins versants New York et de Syracuse.
- La Ville de Jérusalem (Yates) a promulgué une ordonnance moratoire pour leur canton tout entier. Le moratoire d'un an commence lorsque le complémentaire Énoncé générique des incidences environnementales (SIEG) relatifs à l'extraction du gaz naturel par le processus de haut volume fracturation hydraulique en cours d'examen par le ministère État de New York conservation de l'environnement est finalisé.
- La ville de Milo est l'élaboration d'une déclaration moratoire action du conseil.
- Dewitt, Tully, Marcellus et Skaneateles ont promulgué des lois visées par un moratoire.
- Highland, (Sullivan Co) prépare une déclaration de moratoire.
- Buffalo a interdit de forage hydrofrack et interdit l'évacuation des eaux usées dans leur ville.
- Le Comté de Sullivan est le premier comté de l'État de New York à adopter un moratoire.
- Lumberland (Sullivan Co) envisage une déclaration de moratoire.
- La Ville de Ulysses vote la création de «zones industrielles» qui tentent de limiter l'impact négatif de forage dans leur approvisionnement en eau.
- Tompkins a promulgué une interdiction de la fracturation hydraulique sur les terres du comté.
- Comté de Broome: Interdiction de hydrofracking sur les terres du comté. Déchets restrictions pour la fracturation boutures et de l'eau de retour écoulement établi.
- Comtés de l'Ontario, Sullivan et Onondaga ont adopté des interdictions de fracturation sur des terres appartenant comté.
- le comté d'Ulster a interdit de forage sur les terres du comté hydrofrack propriété.



- Gorham dans le comté d'Ontario a promulgué une ordonnance moratoire.
- Les villes de ce réservoir torique de Cooperstown, Otsego Lake - Middlefield, Otsego, noyer cendré, et Cherry Valley - se déplacent à interdire ou restreindre le forage de gaz naturel et à haut volume fracturation hydraulique.
- Springfield a adopté des lois interdisant les locaux de l'industrie lourde, y compris le forage de gaz.
- La Société médicale de l'État de New York est allée au dossier soutenir un moratoire sur les forages de gaz en utilisant la fracturation hydraulique volume élevé.
- Chambre Cooperstown du Commerce a publié un énoncé de position soutenant une interdiction totale de la fracturation hydraulique en raison de l'impact que cela aura sur leur bassin versant, l'agriculture et le tourisme.
- Un groupe de résidents ont lancé une pétition visant à interdire l'utilisation de haut volume, la fracturation hydraulique de l'eau noire de la ville de Caroline Tompkins County.
- Le village de Penn Yan n'acceptera aucune hydrofracking eaux usées pour le traitement de l'usine de traitement des eaux usées du village.
- New York a appelé le Congrès américain à supprimer l'exemption de forage hydrofrack de la Loi sur la sécurité de l'eau potable.
- Le conseil de ville Skaneateles a lancé des plans pour une interdiction dans leur canton.
- Le Otsego County Planning Board a approuvé des modifications au plan maître Middlefield et règlement de zonage qui interdisent spécifiquement l'industrie lourde, y compris le gaz et le forage pétrolier.
- Le conseil d'administration de Bassett Medical Center, basé à Cooperstown, New York, estime que la question de la hydrofracking comme un problème de santé publique de la plus haute priorité et décide que la méthode hydrofracking de forage de gaz constitue une menace inacceptable pour la santé des patients, et devrait être interdite jusqu'à ce qu'il soit prouvé pour être sûr.
- Un consortium de citoyens intéressés envisage un moratoire unifiée et l'interdiction éventuelle de forage hydrofrack dans toute la région Keuka bassin versant du lac. À ce jour, les villes de Barrington, Milo et Jérusalem ont adopté des ordonnances relatives à un moratoire. Wayne a préparé une résolution pour examen.
- Liban membres du conseil de ville a adopté une résolution qui appelle commémoration sur le New York State législature et le gouverneur Andrew Cuomo, d'abroger et réformer les lois d'intégration obligatoires dans l'État de New York qui régissent actuellement le développement du gaz naturel.
- Une campagne de pétition a permis au Conseil de ville de Dryden adoptant à l'unanimité une résolution visant à aller de l'avant avec une ordonnance visant à interdire la fracturation.

- Le bassin versant de Croton Clean Water Coalition, Inc a poursuivi le Department of Environmental Conservation (DEC) en État de New York Cour suprême de déclarer haut Volume fracturation hydraulique horizontale dans les forêts de l'État de New York contraires à la Constitution État de New York et les lois environnementales applicables.
- Le Conseil de Ville de Otsego clarifié une interdiction de longue date contre l'industrie lourde, y compris la fracturation pour le gaz naturel, en droit de la ville l'utilisation des terres. Par ce vote, la ville, qui comprend la plupart du village de Cooperstown, a réaffirmé son droit d'interdire home rule forage à travers un règlement local. Ils ont également approuvé des modifications à son droit d'utilisation des terres qui renforcent l'interdiction de forage et de gaz hydrofracking dans la ville. La loi précise désormais que, même si l'extraction du gravier, de roche, de pierre, de sable, de remplir, de terre végétale ou de «non-consolidées" des minéraux a été autorisé, l'extraction du gaz naturel et du pétrole n'est pas autorisée.
- Le Conseil Commun de Oneonta voté l'interdiction de toutes les formes de forage de gaz naturel dans les limites de la ville.
- La Ville de Galles a adopté une ordonnance qui interdit les droits de la communauté «fracturation». L'ordonnance établit une déclaration des droits des résidents du Pays de Galles et «reconnait et garantit certains droits civils et politiques des résidents à se gouverner et de se protéger contre les dommages à leurs personnes , les biens et l'environnement. "
- L'exploration de la terre pour le gaz naturel par forage horizontal et la fracturation hydraulique est interdite dans la ville de Camille.
- Brighton est devenue la première municipalité du comté de Monroe à prendre position sur hydrofrack de forage appelant à un moratoire échelle de l'État.
- Kirkland a adopté un moratoire d'un an sur hydrofracking.
- New Hartford a adopté un moratoire de six mois sur le forage pour le gaz naturel hydrofrack
- 24 octobre 2011: SYRACUSE, NY - Syracuse conseillers communs interdire hydrofracking dans la ville.

14 août 2012 Saint Johnsville Village, NY, USA adopté à l'unanimité un moratoire d'un an sur hydrofracking et de ses activités connexes.

### **Buffalo, État de New York**

8 février 2011 6: La ville de Buffalo, New York, interdit la technique de forage de gaz naturel de la fracturation hydraulique, mardi, un vote largement symbolique qui démontre une préoccupation à propos de préjudice

potentiel pour les eaux souterraines de l'exploitation minière d'une abondante énergie source. The conseil municipal a voté 9 -0 à interdire l'extraction de gaz naturel, y compris le processus connu sous le nom «fracturation» dans lequel les produits chimiques, le sable et l'eau sont projetés profondément dans la terre.

**Albany, NY** (Capitale de NYS) interdit la fracturation hydraulique dans les limites de la ville de la ville d'Albany en mai 2012. Le Maire Jennings n'a pas opposer son veto.

Septembre 2012 : Le Conseil de ville de Rochester a voté pour interdire la fracturation hydraulique lors de sa réunion du 30 Août, sous les applaudissements d'une mairie emballée avec les résidents heureux de la décision. La ville rejoint, environ 35 autres villes de l'Etat qui ont adopté une interdiction totale de la très controversée , industrie minière du gaz . Une centaine d'autres municipalités ont mis en place un moratoire pendant qu'elles étudient la question, et 60 autres ont adopté des résolutions soit à l'appui de la pratique, ou contre l'interdiction par état. *Le Gouverneur Cuomo devrait annoncer une décision sur si elle sera autorisée dans l'État de New York ou non dans un avenir très proche.*

## HAWAII



Conseil OKS Ban Sur Fracking par Erin Miller, Hawaii Tribune Herald, le 26 Octobre 2013.

Conseil du comté de Hawaii dépense moins de 3 minutes discutant et en votant pour BAN FRACKING sur l'île de Hawaii.

## WISCONSIN



Bowling Green City Council Passes Ban fracturation, Les Nouvelles BG, le 18 Septembre, 2013

<http://www.bgnews.com/city/bowling-green-city-council-passes-fracking-ban/>

# PENNSYLVANIE



- 7 novembre 2012 : FERGUSON TOWNSHIP, :Les électeurs dans la Commune Ferguson, un Comté au Centre la Pennsylvanie ont adopté une série de Loi garantissant le droit à l'eau potable, le droit à un avenir privilégiant les énergies durable, droit à une qualité de vie dans son environnement, le respect des écosystèmes et le droit d'exercer l'autonomie dans la communauté locale. Pour protéger ces droits, l'amendement interdit ainsi à des compagnies gazières et pétrolières de s'implanter pour de l'extraction de gaz de schiste et des activités associées dans la communauté.

En Février 2012 , **LOI 13** :

**le législateur a adopté la loi 13, qui a éliminé le zonage local pour les opérations de gaz naturel, qui comprennent les stations de forage et les pipelines compresseur.** Adoptée avec l'appui des législateurs républicains du Sud-Est, la loi 13 a été saluée par le gouverneur, les législateurs et l'industrie du gaz naturel comme cruciale, car **elle a fourni l'uniformité et la cohérence des politiques pour le développement de schiste forage.**

***Effectivement, la LOI 13 a privé toutes les communautés d'avoir un quelconque pouvoir de recours pour protéger leurs terres, leur eau pour protéger les personnes , les animaux et les cultures.***

**Pittsburgh** adopte le premier-dans-le-nation communauté des droits de l'ordonnance qui élève le droit de la communauté à décider, et les droits de la nature sur les "droits" associée à la personnalité de l'entreprise. Le conseil municipal a adopté à l'unanimité la présente ordonnance interdisant de procéder à des sociétés de forage de gaz naturel dans la ville.

• **Lehman Township** dans le comté de Luzerne ne se prononce pas pour un moratoire ou une interdiction. Les autorités de surveillance du canton ont voté contre l'ordonnance CELDF qui protège et de préserve les terres et l'eau du canton .

Le Conseil de Surveillance pour le canton de Licking, Clarion County, Pennsylvanie, a voté à l'unanimité mercredi pour adopter une ordonnance interdisant aux sociétés de déverser de l'eau de "fracturation" et leurs déchets dans le canton. Licking vote la première ordonnance de ce genre adoptée en Pennsylvanie pour faire face à la menace de Marcellus Shale .

**La ville de Cresson** a promulgué une législation interdisant la fracturation.

**Washington Township** a interdit la fracturation.

**Philadelphie**, Pennsylvanie conseil municipal adopte à l'unanimité la résolution en faveur du moratoire sur les impacts Marcellus Shale de forage environnementaux et économiques.

**Le conseil d'arrondissement de West Homestead**, en Pennsylvanie, a adopté à l'unanimité une ordonnance qui adopte un projet de loi locale des droits, ainsi que l'interdiction de l'extraction du gaz naturel pour protéger ces droits. Le projet de loi, intitulé «Protection communautaire West Homestead arrondissement de l'ordonnance du gaz d'extraction naturel, établit les droits spécifiques des résidents Homestead Ouest, y compris le droit à l'eau, les droits des communautés naturelles, le droit à un avenir énergétique durable, et le droit à l'autodétermination communautaire -gouvernement.

**Philadelphie** refuse d'acheter Marcellus Shale gaz comme le dumping des eaux d'écoulement est de retour polluer leur approvisionnement en eau.

**Le canton de Collier** a mis à jour son ordonnance de forage de gaz naturel pour améliorer leur ordonnance sur le Marcellus Shale qui éloignerait les forages de l'école et fournirait des mesures de référence pour les niveaux de bruit sur les sites de forage.

*Les Méthodistes unis représentant 950 églises à travers le centre et le nord de Pennsylvanie , ont adopté une résolution appelant à un arrêt temporaire de forage de puits de gaz de schiste dans le Marcellus, ainsi que l'impact d'une taxe sur les endroits où le forage a déjà pris possession.*

*Les groupes religieux comme les Sœurs de Saint François de Philadelphie ont plaidé contre la fracturation et en Avril 2011, l'Amérique, le magazine national des Jésuites éditorial très critique sur le processus.*

Le Conseil d'arrondissement de **Baldwin** a adopté une ordonnance qui interdit l'extraction de gaz naturel.

**30 juin 2012 :**

**Les législateurs adoptent un moratoire sur les forages de gaz de Bucks, MontCo .**

**Cette disposition a été attaché à une mesure budget de l'Etat . Les entreprises qui veulent forer des puits de gaz naturel dans les Bucks ou les comtés de Montgomery devront attendre. Les Législateurs d'État, ont approuvé un moratoire sur les forages de gaz de Bucks, MontCo et des parties de Lehigh, Berks et les comtés de Chester. Le moratoire aura une incidence sur les opérations pétrolières ou de gaz dans le bassin sud de Newark, qui sous-tend une bande de territoire qui s'étend de Bucks travers MontCo et dans le comté de Berks.**

**Pittsburgh**

**16 novembre 2010:** Dans un vote historique, la ville de Pittsburgh a adopté aujourd'hui une première-dans-le-nation ordonnance interdisant aux sociétés de forage de gaz naturel dans la ville (Pittsburgh a du mal à adopter

l'interdiction en raison des «variations» émis par Public de l'Etat Utilities Commission de passer outre leurs décisions)

### **Morgantown,**

**6 juin 2011:** le Conseil municipal de Morgantown allé de l'avant mardi soir avec sa proposition d'interdiction de la fracturation concernant le forage de Marcellus Shale. Le conseil a approuvé la première lecture de l'ordonnance qui interdirait la fracturation dans la ville et à moins d'un mile des limites de la ville ainsi.

*MAIS :*

**Le 15 Août 2011:** Le juge du Comté de Monongalia, Susan Tucker a décidé par ordonnance que l'arrêté de Morgantown était invalide, ouvrant la voie dans le nord-est à reprendre les forages. De l'avis du tribunal, Susan Tucker a déclaré que l'état avait le contrôle exclusif de la réglementation. Susan Tucker a également noté des progrès réalisés par l'État pour mettre en œuvre des règles globales pour le forage.

## **ARKANSAS**



• **Un recours collectif a été déposée contre les entreprises qui forent pour le gaz naturel dans le centre de l'Arkansas. des indemnisations sont demandées pour des millions de dollars, pour les dommages liés aux nuisances apportées par l'arrivée de l'industrie gazière . Les dommages énumérés sont des dommages matériels, perte de juste valeur de marché de l'immobilier, de la détresse psychologique et des dommages liés à l'achat d'une assurance tremblement de terre.**

L'Arkansas a recensé plus de 15 tremblements de terre 4,7 sur l'échelle de richter entre 2009 et 2012.

## **MARYLAND**



- La première communauté dans le Maryland, Mountain Lake Park, a adopté une ordonnance interdisant aux sociétés de forage de gaz naturel.

- **Le procureur général Douglas F. Gansler a envoyé une lettre à Chesapeake Energy Corporation et de ses sociétés affiliées, pour les informer de son intention d'intenter des poursuites pour violation de la conservation des ressources fédérales and Recovery Act (RCRA) et le Clean Water Act (CWA) .**

- Le Gouverneur Martin O'Malleyhas a signé un décret pour un moratoire de trois ans sur les forages dans MD alors que les études se poursuivent.

## OHIO



- 7 novembre 2012 : BROADVIEW HEIGHTS, OHIO:Folk came out in record numbers to say overwhelmingly say YES to adoption a Community Bill of Rights banning corporations from conducting new shale gas drilling and related activities in the City.
- MANSFIELD, OHIO:Voters Adopt Community Rights Charter Amendment That Bans Toxic Injection Wells.

**Le 1er octobre 2012**, le Yellow Springs Village Conseil a voté 3-2 pour adopter un projet de loi communautaire de l'ordonnance interdisant aux droits des sociétés de mener des forages de gaz de schiste et des activités connexes dans le village.

L'ordonnance a été rédigée par la Communauté au Fonds de défense de l'environnement juridique (CELDf) à l'invitation du Groupe de gaz communauté et de sensibilisation de forage de pétrole et de l'éducation (GODAE), un groupe de citoyens préoccupés par les effets potentiels de gaz et le forage pétrolier sur l'environnement.

**Yellow Springs est la première municipalité dans l'État de l'Ohio à adopter un projet de loi locale des droits et de protéger ces droits en interdisant le forage de gaz de schiste et de fracturation et les puits d'injection qui en**

découlent. Le premier de son genre dans l'Ohio, la loi locale affirme les droits fondamentaux des résidents pour préserver l'air et l'eau, et protéger les droits de la nature.

**28Août 2012** - Jefferson twp dans le comté de Crawford a adopté une résolution pour interdire l'extraction et des activités d'injection des eaux de fracturation.

• **22 Août 2012:** Le Conseil municipal de Wellsburg a approuvé une ordonnance interdisant le forage de gaz naturel ou de moins d'un mile de la ville en ce qui concerne monté sur l'eau de la ville d'être contaminé par des procédures de forage hydrofrack. Un réservoir qui dessert la ville est à côté de la propriété que Chesapeake Energy loue pour le forage.

Un projet d'injection profonde de saumure dans les puits du cantonde Weathersfield a attiré l'attention des résidents et des syndic. Maintenant, l'opposition est de plus en plus à côté de Niles. " nous sommes très inquiets», explique Ralph Niles, le maire. Niles a rejoint Weathersfield fiduciaires pour adopter une résolution visant à interdire tous les puits d'injection de la ville et du canton. Cela inclut le site proposé 169 Route Commerce Park.

## COLORADO



## LONGMONT, :

The charter amendment bans hydraulic fracturing. The ballot question also forbids the storage of fracking waste in city limits.



## TEXAS



- *Le Gouverneur du Texas Rick Perry a signé un projet de loi exigeant des foreurs qu'ils divulguent publiquement les produits chimiques qu'ils utilisent lors de l'extraction de pétrole et de gaz de formations rocheuses denses, le premier État à adopter une telle loi.*

Adoption d'un Moratoire dans la ville de Grand Prairie, TX (une banlieue de Dallas) jusqu'en Janvier 2013 sur les activités de forage dans les 3000 pieds de structures de rétention d'eau.

### Virginie-Occidentale

- La ville **Wellsville** a interdit la fracturation.
- La ville **Lewisburg** a interdit la fracturation dans les limites de la ville.
- **Morgantown** interdit la fracturation dans la ville et à moins d'un mile de la ville limite .

**8 Avril 2012:** Le Conseil du District de Kaikoura a voté 6-2 pour se déclarer une zone de fracturation frais (NZ). Il sera réexaminé après l'enquête indépendante menée par le Dr Jan Wright de la Commission parlementaire pour l'environnement (PCE) qui devrait sortir à la fin de l'année. Cette résolution faisait suite à une demande en Février pour un moratoire du gouvernement central jusqu'à ce que l'étude, mais qui elle été refusée.

## Caroline du Nord

### RALEIGH



**1er Juillet 2012** - Bev Perdue, gouverneur , a opposé son veto au projet de loi contre la fracturation . Le gouverneur a dit qu'elle soutient la fracturation hydraulique, également connu sous le nom «fracturation», mais demande tout de même des des garanties supplémentaires .

## **DAKOTA**



*La mise en page de ce document et ce travail de recensement ont été réalisés par **Elisabelle Bourgue et Nathalie Duval (NO Fracking France)**.*

*L'actualisation de cette liste est réalisée en transversalité avec le regroupement **No Fracking /Stop Fracking International**.*

*Remerciements particuliers aux contributeurs :*

- à Seán Linehan, *No Fracking UK*.
- au *BIFF ! (Britain & Ireland Frack Free)*
- à Louys Patrice Bessette, Québec.
- [www.stopthefrackattack.org](http://www.stopthefrackattack.org)
- [www.nofracking.com](http://www.nofracking.com)
- [www.dontfrackwithny.com](http://www.dontfrackwithny.com)
- [www.propublica.org](http://www.propublica.org)

*Toute contribution est la bienvenue.*